Procès Mbonimpa : ASF appelle la justice burundaise à agir avec indépendance

Avocats Sans Frontières, 03 juillet 2014 Le procès de Pierre-Claver Mbonimpa doit être équitable Bujumbura, le 03 juillet 2014 – A la veille du procès de Pierre-Claver Mbonimpa, Avocats Sans Frontières (ASF) appelle la justice burundaise à accomplir son travail dans le plus strict respect des lois et de son indépendance. Président de l'Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (Aprodh), Pierre Claver Mbonimpa fait face à de lourdes accusations en raison d'actes accomplis dans le cadre de son travail. ASF appuie les avocats chargés de la défense de l'ancien défenseur des droits humains accusé d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure ainsi que de faux et usages de faux. [Photo : le défenseur des droits humains, Pierre Claver Mbonimpa, au Parquet général de Bujumbura le 5 juin 2014]

Le 15 mai dernier, Pierre-Claver Mbonimpa a été arrêté à Bujumbura, interrogé puis mis en accusation par le Parquet. Les charges ont été portées contre lui pour avoir dénoncé l'existence présumée de centres d'entraînement burundais à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC). Depuis lors, ce militant de longue date des droits humains dont le travail est reconnu internationalement est maintenu en détention malgré ses demandes successives de mise en liberté provisoire, adressées au Tribunal de Grande Instance de la Mairie de Bujumbura puis à la Cour d'appel de Bujumbura. Alors que la première audience publique du procès de M. Mbonimpa est fixée au 4 juillet devant le Tribunal de Grande Instance, ASF est activement engagée auprès de son équipe de défense. « Nous serons vigilants sur le respect scrupuleux des procédures judiciaires ainsi que des droits de la défense de M. Mbonimpa », déclare Céline Lemmel, Chef de Mission ASF au Burundi. Avocats Sans Frontières rappelle que les avocats et autres défenseurs des droits humains doivent pouvoir exercer leur travail sans entrave, intimidation, harcèlement ni ingérence. Il s'agit d'une garantie essentielle au développement de la vie démocratique et au renforcement de l'état de droit. « Les limitations légales au travail des défenseurs des droits humains doivent être appliquées avec la plus grande prudence par les autorités politiques et les tribunaux car elles viennent à l'encontre de la liberté fondamentale de s'exprimer et, plus particulièrement, des règles internationales relatives aux défenseurs des droits de l'Homme », estime Céline Lemmel. Active au Burundi depuis 15 ans, ASF agit en faveur d'un meilleur accès à la justice pour les plus vulnérables. Depuis 2011, et avec le soutien financier de l'Union Européenne, l'ONG belge soutient et protège avocats et autres défenseurs des droits humains au Burundi, au Congo, au Kenya, en Ouganda et au Rwanda.